

N° Affaire : **07/415766**
Référence à rappeler :
Dossier : **238355**
Acte : **479928**
Coll : **sp**

Madame **Laurence OLIVIER**
MARSEILLE INNOVATION
HÔTEL TECHNOLOGIQUE, B.P. 100,
13 382 Marseille cedex 13

Objet :
Le Projet Français
Back-Card, entreprise
Médiafort incombant.

L.olivier@marseille-innov.org
Tel. 04 91 11 88 05.
Fax. 04 91 11 88 01.

Chers Gouvernants du Gouvernement,

Le **Projet** en "Objet" est supporté par 2 **Brevets Français**. L'objectif est de responsabiliser le **Français**, qui ne travaillera plus pour de l'argent qui profite aux riches, mais pour réaliser une destinée qui est la sienne sans une société **Française** s'équilibrant.

Le statut de l'entreprise à créer sera celui d'une régie intéressée, où chaque travailleur sera le patron de son entreprise unipersonnelle. Les salaires seront identiques pour tous. Librement aura été signé un **contrat moral** celui-ci, à aider ses pairs engageant.

Aucun papier ne sera nécessaire pour travailler, mais pour l'honneur d'être utile à la patrie des **"Droits de l'Homme"**, tout être humain sera le responsable de toutes ses actions en grande transparence, **Liberté, Égalité, et Fraternité** rappelant.

À l'initiative de la **France** devra être modifiée la totalité des **"portables"** aux retombées économiquement parlant. L'invention s'appelle la **Back-Card**, et ceux qui mercantilement de ce nom veulent profiter, peuvent le faire mais avec la honte évidemment.

Si la **France** à **Massilia** il y a plus de XXVI siècles a inventé la **CIVILISATION**, elle peut y continuer cette œuvre de respect durablement pour l'humanité dans la même cité, comme le ligure le fit et inspire **Chers Gouvernants du Gouvernement.**

Richard BADO d' **Archi** notre équipe partie devant.

P.S. : Toute cour pourra considérer le défaut de réponse du receveur, comme un aveu de complicité l'impliquant dans l'affaire qui sera plaidée au Tribunal Vendredi **14 Mars 2008 à 08h30.** Avec notre sympathie de trouver les mots vous justifiant en vous souhaitant.

Copies Web et téléfax aux intéressés et autres du **Gouvernement.**